

Comité d'organisation pour les activités des ONG durant la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et des initiatives futures

Genève, 26 au 30 juin 2000

Déclarations des groupes de travail du comité d'organisation à la session spéciale sur

*le développement économique et social
la lutte contre la marginalisation et la discrimination
l'environnement, l'éradication de la pauvreté
et la production alimentaire*

Pour plus d'information, contacter :
Edith Ballantyne - Tél. : 733 61 75 ; Fax : 740 10 63
Nana Moeljadi - Tél. : 979 38 12 ; Fax : 979 38 01

DECLARATION SUR L'ECONOMIE ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Les organisations non-gouvernementales sousignées, jouissant d'un statut consultatif auprès de l'ECOSOC, souhaitent soumettre la déclaration suivante :

Situation social mondiale en l'an 2000

1. La partie II du document A/AC.253/L.5/Rev 2 "Compte-rendu final et évaluation de la mise en œuvre des décisions du Sommet mondial sur le développement social" déclare "un des plus importants développements depuis le Sommet mondial sur le développement social en mars 1995 est la priorité grandissante accordée au développement social dans les objectifs politiques nationaux et internationaux". Cependant, malgré de nombreuses avancées, il n'y a eu que peu de progrès dans certains domaines clés et une régression certaine dans d'autres.

2. Conscientes du manque de progrès réalisés depuis 5 ans, les Organisations non-gouvernementales signataires souhaitent mettre en avant certains faits :

- Dans le monde, 800 millions de personnes sont touchées par la malnutrition ; - Deux tiers des adultes analphabètes sont des femmes qui supportent le plus gros de la crise économique et sociale mondiale ; - Plus de 250 millions d'enfants travaillent alors qu'ils devraient être à l'école et recevoir une éducation pour assurer l'avenir de leur pays ; - Plus de 1'500 milliards de dollars américains sont échangés chaque jour sur les marchés des devises dans le monde. Environ entre 93 et 95 % de ce montant correspond à des opérations spéculatives qui ne profitent pas au développement économique¹ ; - L'ensemble des ventes des 200 sociétés transnationales les plus importantes du monde dépasse les économies combinées de 182 pays ; - La satisfaction des besoins essentiels de l'ensemble des populations des pays en développement (nourriture, eau potable, infrastructures sanitaires, éducation, santé, gynécologie, obstétrique) reviendrait selon des estimations à 40 milliards de dollars par an, soit 4 % de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales. - Le montant nécessaire pour une éducation de base pour tous est évalué par le PNUD à 6 milliards de dollars par an, moins que les dépenses des Américains pour des produits cosmétiques (8 milliards). - La satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base coûterait 13 milliards de dollars par an, alors que le budget loisirs des entreprises japonaises s'élève à 35 milliards de dollars et les dépenses militaires mondiales à 780 milliards. - Les 20 % d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86 % de la consommation privée totale, contre 1,3 % pour les 20 % vivant dans les pays les plus pauvres. Les premiers consomment ou disposent de 45 % de la viande et du poisson (contre 5% aux seconds), de 58 % de l'énergie mondiale (contre 4 %), de 84 % du papier utilisé (contre 1,1 %), de 87 % des véhicules (contre moins de 1 %), de 74 % des lignes téléphoniques (contre 1,5 %), etc. - En 1960, les 20

¹ "En amont de la crise financière", M. René Passet, professeur émérite à l'Université de Paris.

sub-saharienne n.d.r.] ont des structures politiques très fragiles, un condominium FMI-BM leur a été imposé sous prétexte de leur venir en aide. Ils ont donc plus ou moins cédé leur souveraineté au FMI et à la BM. L'engagement qu'ils ont pris de se conformer aux déclarations sur le droit au développement et de formuler des politiques nationales de développement visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels de leurs ressortissants en est gravement compromis. Les deux institutions sont devenues dans beaucoup de pays du tiers monde les maîtres d'œuvre de la stratégie de démantèlement économique mise en place par le Nord : la crise de l'endettement a opportunément servi d'excuse pour ouvrir les marchés du tiers monde et réduire le rôle de l'Etat dans le développement national»³. (Rapport sur les effets des politiques d'ajustements structurels sur la jouissance des droits de l'homme, document E/CN.4.1999/50. Février 1999)

Quelles actions correctives de la part du Sommet de suivi de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU ?

Il est temps que le système économique néolibéral soit remis en question. C'est ce système qui favorise les monopoles des sociétés transnationales (STN) sur la technologie, sur le mouvement des flux financiers, sur l'accès aux ressources naturelles de la planète entière, sur le contrôle des moyens d'information et de communication. De plus, comme l'a souligné le comité préparatoire, l'interdépendance croissante des nations, qui a causé des ondes de choc économiques par dessus les frontières nationales, ainsi que l'inégalité croissante soulignent les faiblesses des institutions internationales et nationales et des politiques économiques et sociales actuelles et démontrent l'importance de leur renforcement par des réformes appropriées.

Pour changer cette situation sans renégocier les engagements pris à Copenhague, en particulier les nos 1 et 3, nous soumettons les recommandations suivantes :

1. Réaffirmer l'importance du développement social et du bien-être humain dans les politiques économiques; renouveler l'engagement pour un développement centré sur l'être humain, développement réalisable uniquement par l'intégration sociale, l'éradication de la pauvreté et la croissance de l'emploi;
2. Renouveler l'engagement ferme d'éradiquer la pauvreté d'ici l'an 2015, par des politiques d'emploi en faveur des pauvres et de protection sociale efficace;
3. Etablir un contrôle politique, démocratique et citoyen sur tout accord économique et commercial international;
4. Appliquer une politique économique basée sur des critères socio-économiques, culturels et environnementaux, tout autant que des indicateurs macro-économiques (taux de croissance, inflation, balance des paiements, taux de change, etc.). Cette politique doit être respectueuse des droits fondamentaux de l'être humain, de l'équité et de la justice au niveau national et international;

³ Pour obtenir un crédit, il faut se soumettre au Programme d'ajustement structurel imposé par le FMI. Les pays qui sont obligés de se soumettre au PAS – cela concerne une centaine de pays – passent par les phases suivantes : dévaluation, budget d'austérité, libéralisation des prix, privatisation des entreprises publiques et de la terre, désindexation des salaires, prix fixes pour les produits pétroliers et les services. Les conséquences d'une telle politique sont la détérioration des services publics, en particulier l'éducation et la santé, l'augmentation du chômage, l'exode rural, l'augmentation de la dette – en résumé, l'appauvrissement des pays.

géographique d'usage par des individus, groupes ou Etats et qu'ainsi toutes les violations des DESC puissent être dénoncées quels qu'en soient les auteurs et où qu'elles soient commises;

15. Adopter une Déclaration, par l'Assemblée générale, condamnant les violations massives des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que l'utilisation abusive du pouvoir économique et des mécanismes financiers internationaux afin d'obtenir des concessions, des avantages ou des bénéfices disproportionnés entraînant des graves préjudices pour des groupes ou des collectivités (les femmes, les enfants, les handicapés, les travailleurs, les consommateurs, les populations, les minorités, les peuples autochtones, notamment), en qualifiant ces actes de crimes internationaux;
16. soutenir tout Etat et gouvernement qui s'engage dans un programme d'action tendant à rendre le peuple solidaire de son avenir par la mobilisation démocratique et égalitaire de toutes ses composantes.

Signée par :

Alliance internationale des femmes
Alliance mondiale des unions chrétiennes de jeunes filles
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens
Association américaine de juristes
Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est
Centre Europe Tiers-Monde (CETIM)
Commission internationale de juristes
Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants en Afrique
Conférence des femmes de toute l'Inde
Conseil international des femmes
Conseil mondial de la paix
Fédération générale des femmes arabes
Fédération internationale des centres sociaux et communautaires
Fédération internationale des femmes diplômées des universités
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
Fédération mondiale des femmes des églises méthodistes et unies
Fédération mondiale des organisations féminines ukrainiennes
Fondation sommet mondial des femmes
Internationale de l'éducation
Internationale des services publics
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples (UFER)
Mouvement mondial des mères
Organisation internationale pour le développement de la liberté d'enseignement (OIDELE)
Organisation mondiale des anciens et anciennes élèves de l'enseignement catholique
Pax Romana MIIC
Susila Dharma International Association
Vision mondiale internationale
Zonta International

constitue un facteur essentiel et, sur cette base, veiller à ce que la diversité soit respectée tout au long du processus d'intégration.

L'engagement no 4 doit être repensé et clarifié

Il est absolument nécessaire de repenser l'engagement no 4 de la Déclaration de Copenhague et de clarifier son sens et son intention. Sur cette base, un nouveau Plan d'Action dont il serait possible de mesurer les effets, qui incorporerait donc l'identification des instruments permettant de mesurer à intervalle régulier les progrès, devrait être élaboré.

Il nous faut comprendre les structures qui perpétuent la marginalisation, tant au niveau global que régional, national ou local. Ce n'est que lorsque ces structures sont comprises, et donc maîtrisables, que l'on peut œuvrer à créer un changement qui aille dans le bon sens, promouvoir les droits de l'homme, laisser place à la diversité et faciliter la participation de tous.

Principaux enjeux

Il importe de promouvoir un niveau minimum de sécurité dans le monde du travail. Les structures sociales doivent préserver la dignité humaine, et il nous faut rechercher de manière beaucoup plus active que par le passé un juste équilibre entre le Nord et le Sud. La prochaine Conférence mondiale contre le Racisme, la Discrimination raciale, la Xénophobie et toutes formes d'Intolérance, qui se tiendra en Afrique du Sud en 2001, est une manière d'avancer dans l'examen du racisme et la lutte contre ce comportement. Il y a aussi beaucoup à faire encore pour que les femmes obtiennent les mêmes chances que les hommes, et nous devons accélérer le processus menant à la création de sociétés au sein desquelles la sexo-spécificité n'est pas un obstacle à une pleine participation. De même, les jeunes sont souvent exclus à cause des difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir un premier emploi et développer leur potentiel, ce qui ne favorise pas leur pleine participation sociale. L'épidémie VIH/SIDA échappe à tout contrôle dans bien des régions du monde, avec des conséquences dévastatrices pour de larges segments de la population, notamment dans pays pauvres, surtout en Afrique au Sud du Sahara. Les ressources disponibles sont dérisoires au vu de l'ampleur de la crise et des besoins.

Promouvoir le dialogue, l'interaction et la volonté politique

Toutes les couches de la société doivent donc collaborer dans le sens d'une plus grande responsabilité, en mettant l'accent sur les dimensions sociales et humaines. Les institutions internationales, les gouvernements nationaux, le monde des entreprises, les organisations non gouvernementales, les collectivités locales, les structures de l'enseignement, les médias et d'autres doivent unir leurs efforts, à la lumière et dans le respect de tous les droits humains, si nous voulons créer une communauté mondiale participative, ouverte à tous les êtres humains et qui utilise leur potentiel. Il convient d'accorder davantage d'attention au dialogue et à l'interaction entre les différents acteurs, et l'importance d'une volonté politique d'agir ne saurait être sous-estimée.

Déclaration sur l'Environnement, l'Éradication de la Pauvreté et la Production vivrière

Les organisations non gouvernementales sousignées, jouissant d'un statut consultatif auprès de l'ECOSOC, souhaitent soumettre la déclaration suivante :

Il y a cinq ans, à l'occasion du Sommet du Développement social à Copenhague, les états membres des Nations Unies ont pris l'engagement d'oeuvrer en vue de l'éradication de l'extrême pauvreté et de mettre fin à la malnutrition endémique qui sévit dans une grande partie du monde.

Tant la Déclaration que le Programme d'Action ont mis l'accent sur les différents problèmes qui affligent l'humanité; ils ont également énuméré un certain nombre d'actions à entreprendre d'urgence afin d'éliminer la misère et ses effets négatifs..

Toutefois cette approche n'est pas sans présenter un point faible car elle semble séparer ces questions et leurs solutions des conditions environnementales: telles l'accès à l'eau potable en suffisance, la pollution de l'air et des sols ainsi que la production alimentaire.

Des millions d'êtres humains de par le monde sont affectés par la malnutrition et aussi, périodiquement, par la famine. Il manque également d'abris décents tant dans les zones rurales que dans les bidonvilles où les populations agricoles émigrent dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie. Les femmes et les enfants sont les premiers à souffrir de cet ensemble de circonstances malheureuses auxquelles s'ajoutent encore les préjugés et les tabous discriminatoires à l'encontre des femmes, préjugés qui les empêchent d'assumer la gestion de la production alimentaire.

On ne saurait en effet tolérer plus avant des entreprises de développement qui ne prendraient pas en compte les impératifs de l'environnement. Dans le même temps où les entreprises industrielles continuent à polluer, les pauvres gens des zones rurales surpeuplées sont amenés à détruire leurs forêts, à "sur - cultiver" les terres arables, et finalement épuiser les ressources d'eau potable, simplement pour survivre. La pauvreté, à l'instar d'une industrialisation mal conçue, est une cause de graves atteintes à l'environnement.

Toutefois la production vivrière reste la priorité en matière de survie et de progrès. Les meilleures dispositions législatives resteront lettre morte si le problème de l'adéquation des cultures alimentaires en zones rurales et la protection de l'environnement n'est pas résolue.

En tout état de cause, il convient de distinguer trois catégories de production: locale, régionale ou industrielle; dans ce dernier cas la nourriture devient un objet commercial, produit dans n'importe quelle partie du monde et mis en vente à l'intention de ceux qui jouissent d'un pouvoir économique adéquat. C'est pourquoi les politiques doivent prendre en considération tous les niveaux de la production vivrière afin de parvenir à nourrir la population planétaire. Les meilleurs règlements resteront lettre morte tant que les ventres crieront famine car il est bien connu que: " ventre affamé n'a point d'oreille".

Durant les dernières décennies on a pu malheureusement constater l'émergence de nouveaux problèmes tels: la pollution des sols et de l'air, l'élimination des déchets industriels toxiques, les Polluants Organiques Permanents (POPs). En outre les nouvelles biotechnologies amènent avec elles des risques graves pour l'humanité. (la controverse causée par l'utilisation d'Organismes Génétiquement Modifiés n'est pas près de prendre fin!) Ce tableau est encore assombri par le manque d'installations sanitaires conformes aux normes d'hygiène moderne.

On entend souvent dire" mais il y a bien assez de nourriture pour tout le monde sur la terre, ce n'est en réalité, qu'un problème de distribution et de moyens financiers!"

La production alimentaire intensive que préconise souvent le monde économique afin de remédier à une telle situation est loin d'être la panacée décrite par les théoriciens. C'est oublier trop facilement l'impact négatif tant sur les prix que sur l'emploi local. Pour le monde agricole ce serait une perte incommensurable sans parler de la disparition d'un savoir ancestral, bénéfique, d'une manière générale, à la conservation de l'environnement.

C'est pourquoi la biodiversité, qui représente un capital essentiel pour la survie de l'humanité ne doit pas être menacée par l'exploitation industrielle. Malheureusement, la perspective d'éliminer le manque chronique de nourriture au moyen d'une production alimentaire massive porte en elle la menace de la disparition de nombreuses espèces de la surface terrestre.

Un autre type de menace pour le futur de l'humanité est constitué par les déchets de toute sorte en raison de la contamination transmise à l'eau et au sol. Parmi ces dangers il convient de mentionner en particulier les conséquences encore inconnues du matériel militaire abandonné sur les champs de bataille des récents conflits.

L'analyse critique des causes sous - jacentes aux problèmes exposés ci dessus devrait permettre une meilleure prise en compte des conclusions de l'Agenda 21 adopté à Rio de Janeiro en 1992, trois ans avant le Sommet Social.

La lutte contre la faim et la malnutrition constitue donc une condition préliminaire à toute autre action en faveur du progrès social, y compris le maintien de la paix, la santé, les conditions de travail et l'éducation. C'est pourquoi, dans les années à venir, une éducation, fondée sur les principes d'éthique universels, se révélera le facteur fondamental permettant de concilier la croissance économique et la préservation de l'environnement.

L'avenir du monde repose dans les mains des hommes mais c'est dans leurs têtes et leurs coeurs que se trouve la clé de la survie du monde.

Pendant des siècles la nature a été au service de l'humanité, à son tour l'humanité doit se mettre au service de la planète.

En conséquence les Organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC demandent instamment aux gouvernements participants à l'UNGASS de continuer la lutte entreprise en vue d'éradiquer la faim et la malnutrition, de renforcer les actions auxquelles il se sont engagés tout en veillant à préserver les richesses irremplaçables de notre planète, LA TERRE.

Signée par :

Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est
Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles ayant
effet sur la santé des femmes et des enfants en Afrique
Conférence des femmes de toute l'Inde
Conseil international des femmes juives
Conseil international des femmes
Fédération générale des femmes arabes
Fédération international des femmes diplômées des universités
Fondation sommet mondial des femmes
Internationale des services publics
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races
et les peuples (UFER)
Mouvement mondial des mères
Organisation internationale pour le développement de la liberté
d'enseignement (OIDEL)
Pax Romana/MIIC
Université spirituelle internationale des Brahma-Kumaris
Vision mondiale internationale
Zonta International

Signée par :

Alliance mondiale des unions chrétiennes de jeunes filles
Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est
Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles ayant
effet sur la santé des femmes et des enfants en Afrique
Conférence des femmes de toute l'Inde
Conseil international des femmes
Conseil international des femmes juives
Défense des enfants - international
Fédération générale des femmes arabes
Fédération internationale des femmes diplômées des universités
Fédération internationale des assistants sociaux et des
assistantes sociales
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
Fédération mondiale des femmes des églises méthodistes et unies
Fondation sommet mondial des femmes
International Association for Counselling, IAC-IRTAC
Internationale de l'éducation
Internationale des services publics
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races
et les peuples (UFER)
Mouvement mondial des mères
Organisation internationale pour le développement de la liberté
d'enseignement (OIDEI)
Organisation mondiale des anciens et anciennes élèves de
l'enseignement catholique
Pax Romana MLIC
Susila Dharma International Association
Union mondiale des femmes rurales
Université spirituelle internationale des Brahma-Kumaris
Vision mondiale internationale
Zonta International